



DÉCISION NOMINATIVE N° 2018-288

portant autorisation de réalisation de reportages vidéo documentaires et d'actualité dans le cœur du Parc national de la Vanoise durant le second semestre 2018 pour le compte de l'établissement public chargé du Parc

Pétitionnaire : Mme Chloé TARDIVET, technicienne TIC au Parc national de la Vanoise

Adresse : Parc national de la Vanoise – 135 rue Docteur Julliard – 73000 CHAMBÉRY

Localisation du projet : cœur du Parc national de la Vanoise

La Directrice de l'établissement public du Parc national de la Vanoise,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L. 331-4-1 ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-447 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national de la Vanoise aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, notamment son article 16 ;

Vu le décret n° 2015-473 du 27 avril 2015 portant approbation de la Charte du Parc national de la Vanoise ;

Vu la Charte du Parc national de la Vanoise, et notamment la modalité d'application de la réglementation du cœur du Parc n° 38 relative à la prise de vue et de son ;

Vu la demande de Mme Chloé TARDIVET, en date du 11 juin 2018, d'autorisation de prises de vue et de son pour la réalisation de documents vidéo, en tout ou partie dans le cœur du Parc national de la Vanoise, sur les missions, les activités, le patrimoine culturel et naturel du Parc national ainsi que sur les socio-professionnels exerçant sur son territoire, en fonction de l'actualité au long du second semestre 2018 ;

Considérant que la directrice peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles relatives aux prises de vue ou de son réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial lorsqu'elles participent aux missions de l'établissement public ;

Considérant que ces tournages concourent directement aux missions du Parc national de la Vanoise sur le plan didactique ou pédagogique, tout en ne produisant qu'un dérangement minime du milieu et des espèces eu égard aux prescriptions édictées ci-après ;



DÉCIDE

Article 1 : Objet

Mme Chloé TARDIVET est autorisée à effectuer des prises de vue et de son pour des vidéos documentaires et d'actualité pour le compte du Parc national de la Vanoise, dans le cœur du Parc national, aux conditions énoncées ci-après.

Article 2 : Effet

La présente autorisation est délivrée pour le second semestre 2018 pour des prises de vue et de son au sol exclusivement, et sans moyens de déplacement motorisés.

La présente décision n'est ni cessible ni transmissible. Elle ne permet pas à la pétitionnaire de céder les prises de vue à des tiers, y compris pour des placements publicitaires de produits ou services.

La pétitionnaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des espèces, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national de la Vanoise.

La présente autorisation ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur les milieux naturels, la faune et la flore sauvages ainsi que sur le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité. Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

- 3.1. La présente autorisation est accordée pour une équipe réduite, équipée de matériel léger.
- 3.2. Les tournages seront exclusivement constitués de prises de vue et de son au sol. Les prises de vue et de son aériennes sont exclues de l'autorisation (y compris par drone).
- 3.3. Les prises de vue et de son seront organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.
- 3.4. Les vidéos prêtes à diffuser ne devront pas mettre en scène ou évoquer, de manière directe ou indirecte, des pratiques, usages ou activités contraires au caractère du Parc national et à la réglementation en vigueur.
- 3.5. La mention suivante devra accompagner toute représentation des vidéos : « images tournées dans le cœur du Parc national de la Vanoise avec l'autorisation de l'établissement public chargé du Parc ».
- 3.6. La remise à l'établissement d'une copie haute définition des vidéos prêtes à diffuser (support physique ou dématérialisé), de même que l'information de l'établissement concernant son exploitation sont à la charge de la pétitionnaire.
- 3.7. La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire, ni à l'interdiction de campement ni à la réglementation en vigueur relative à la pratique du bivouac.
- 3.8. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule motorisé en cœur de parc national.



Article 4 : Indépendance des législations

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision

Au sein du Parc national de la Vanoise, l'ensemble des agents compétents est chargé de contrôler l'exécution de la présente décision.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du Parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national de la Vanoise pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

La violation de la réglementation applicable à la prise de vue et de son en cœur de parc est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, conformément à l'article R.331-68, 6° du code de l'environnement.

Article 6 : Publicité

La présente décision sera notifiée à la pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Chambéry, le 22 juin 2018

La Directrice,

Eva ALIACAR

Mise en ligne R.A.A. le :
25 JUIN 2018

